

DÉBATS

L'effondrement du marxisme-léninisme

II. - Totalitarisme et laisser-faire

par Cornelius Castoriadis

Cornelius Castoriadis, cofondateur de Socialisme et barbarie, a montré dans un premier article (le Monde du 24 avril) comment s'expliquait, à son avis, le succès puis l'échec du marxisme.

CERTAINS des éléments de ce que deviendra le totalitarisme sont déjà en place dans le marxisme : fantasme de la maîtrise totale hérité du capitalisme orthodoxe, fétichisme de l'organisation, idée d'une « nécessité historique » pouvant justifier au nom du salut final. Mais il serait absurde d'imputer au marxisme - et encore moins à Marx lui-même - l'engendrement du totalitarisme, comme cela a été fait de façon simpliste et démagogique fait depuis soixante ans. Autant (et numériquement plus) que dans le léninisme, le marxisme se prolonge dans la social-démocratie dont on peut dire tout ce qu'on veut sauf qu'elle est totalitaire, et qui n'a pas eu de peine à trouver chez Marx toutes les citations nécessaires à sa polémique contre le bolchevisme au pouvoir.

Le véritable créateur du totalitarisme est Lénine. Les contradictions internes du personnage - porterait peu si elles n'illustraient, une fois de plus, l'absurdité des explications « rationnelles » de l'histoire. Appreni sorcier qui ne jure que par la « science », inhumain et sans aucun doute désintéressé et sincère, extra-lucid sur ses adversaires et aveugle sur lui-même, reconstruisant l'appareil d'Etat tsariste après l'avoir détruit et protestant contre cette reconstruction, créant des commissions bureaucratiques pour lutter contre la bureaucratie qu'il faisait lui-même prospérer, il apparaît finalement à la fois comme l'artisan presque exclu de « un formidable bouleversement d'un formidable bouleversement des événements ».

Mais c'est lui qui crée l'institution sans laquelle le totalitarisme est inconcevable et qui tombe maintenant en ruines : le parti totalitaire, le parti léniniste, à la fois Eglise idéologique, armée militante, appareil d'Etat en puissance lorsqu'il tient encore tout entier « dans un fiacre », usiné où chacun a sa place dans une stricte hiérarchie et une rigoureuse division du travail.

D'incroyables changements de cap

De ces éléments, qui se trouvent tous là depuis longtemps mais dispersés, Lénine fera la synthèse et conférera une nouvelle signification au tout qu'il en composera. Orthodoxie et discipline sont portées à la limite (Trotski s'enorgueillira de la comparaison du parti bolchevique avec l'ordre des jésuites) et étendues à l'échelle internationale (1).

Le principe « qui n'est pas avec nous est à exterminer » sera utilisé impitoyablement, les moyens modernes de la Terreur seront inventés, organisés et appliqués en

masse. Surtout, apparaît et s'installe, non plus comme trait personnel mais comme déterminant social-historique, l'obsession du pouvoir, le pouvoir pour le pouvoir, le pouvoir comme fin en soi, par tous les moyens et peu importe pour quoi faire. Il ne s'agit plus de s'emparer du pouvoir pour introduire des transformations définies, il s'agit d'introduire les transformations qui permettront de se maintenir au pouvoir et de le renforcer sans cesse. Lénine, en 1917, sait une chose et une seule : que le moment de prendre le pouvoir est venu et que demain il sera trop tard.

Pour en faire quoi ? Il ne le sait pas, et il le dit : « Nos maîtres ne nous ont malheureusement pas dit comment faire pour construire le socialisme. » Il dira aussi, par la suite : « Si un thermidor s'avère inévitable, nous le ferons nous-mêmes. » Entendons : « Si, pour garder le pouvoir, il nous faut inverser complètement notre orientation, nous le ferons. » Il le fera, en effet, à plusieurs reprises (Staline, par la suite, portera cet art à une perfection absolue). Seul point fixe impitoyablement maintenu à travers les plus incroyables changements de cap : l'expansion sans limites du pouvoir et de l'Etat, la transformation de toutes les institutions, commencer par l'Etat, en ses simples appendices instrumentaux et finalement sa prétention, non pas simplement de diriger la société ni même de parler en son nom, mais d'être en fait la société elle-même.

On le sait, ce projet atteindra sa onzième et dernière étape, celle de l'homme saisi et démentelle sous Staline. Et c'est aussi à partir de la mort de celui-ci que son échec commença à devenir apparent. Le totalitarisme n'est pas une essence immuable, il a une histoire qu'il n'est pas question de retracer ici mais dont il faut rappeler qu'elle est, contrairement, celle de la résistance des hommes et des choses au fantasme de la résorption totale de la société et du façonnage intégral de l'histoire par le pouvoir du parti.

Ceux qui refusaient la validité de la notion de totalitarisme reviennent aujourd'hui à la charge, tirant argument de ce que le régime s'effondre (à ce compte, aucun régime historique n'aurait jamais existé), ou qu'il avait rencontré des résistances internes (2). Manifestement, les critiques partageaient eux-mêmes le fantasme totalitaire : le totalitarisme aurait pu et dû être, pour le meilleur ou pour le pire, ce qu'il prétendait : monolithique sans faille. Il n'était pas ce qu'il disait être - donc, tout simplement, il n'était pas.

Mais ceux qui ont discuté sérieusement le régime russe n'ont jamais été victimes de ce mirage. Ils en ont toujours souligné et analysé les contradictions et les antagonismes internes (3). Indifférence et résistance passive de la population ; sabotage et coulage de la production tant industrielle qu'agricole ; irrationalité profonde du système de son propre point de vue, du fait de sa bureaucratization croissante ; décisions prises selon les lubies de l'autocrate de la clique parvenue à s'imposer ; conspiration universelle du men-

songe devenu trait structurel du système et condition de survie des individus depuis les zeks jusqu'à ses membres du bureau politique. Le tout confirmé avec éclat par les événements qui ont suivi 1953 et les informations qui n'ont plus arrêté, depuis, de se déverser : révoltes des zeks dans les camps dès la mort de Staline, grèves de Berd Est en juin 1953, rapport Khrouchtchev, révolutions polonaise et hongroise en 1956, mouvements tchécoslovaque en 1968 et polonais en 1970, flot de la littérature dissidente, explosion polonaise de 1980 rendant le pays ingouvernable.

Un système gangréné

Après l'échec des incohérentes réformes de Khrouchtchev, la nécrase qui gangrenait le système et ne lui laissait comme issue que la fuite en avant dans le surarmement et l'expansion externe était devenue manifeste et s'en accentua en 1981, qu'on ne pouvait plus en parler en termes de totalitarisme « classique » (4).

Certes aussi, le régime n'aurait pu survivre pendant soixante-dix ans s'il n'avait pu se créer dans une société des appétits insatiables, depuis la bureaucratie ultra-privilegiée jusqu'aux couches qui ont successivement bénéficié d'une « promotion sociale » ; surtout, un type de comportement et un type anthropologique d'individu, dominé par l'apathie et le cynisme, uniquement préoccupé par les infimes et précieuses améliorations qu'il force d'instaurer et qui ne pouvait apporter à sa niche privée.

Sur ce dernier point, il a à moitié réussi, comme le montre l'extrême lenteur des réactions populaires en Russie même depuis 1985. Mais il a aussi à moitié échoué, et cela se voit le mieux, paradoxalement, au sein de l'appareil du parti lui-même, lorsque la pression des circonstances (l'impulsion du réarmement soviétique face à un retard technologique et économique croissant, incapacité de porter plus longtemps sa surtension mondiale) a montré que l'évolution « stratocratique » dominante sous Brejnev devenait à long terme intenable, il a pu émerger, au sein de l'appareil, autour d'un leader d'une habileté peu commune, un groupe « réformiste » suffisamment important pour s'imposer et imposer une série de changements inimaginables il y a peu de temps - parmi lesquels l'acte officiel de décès du pouvoir du parti unique, dressé le 13 mars dernier - dont l'avenir reste totalement ouvert, mais dont les effets sont d'ores et déjà irréversibles.

Après le déluge

Comme le nazisme, le marxisme-léninisme permet de mesurer la folie et la monstruosité dont les humains sont capables, et leur incapacitation par la propagande. Plus que le nazisme, leur capacité de se leurder, de retourner en leur contraire les idées les plus libérales de nos pays, et les instruments d'une mystification illimitée.

En s'effondrant, le marxisme-léninisme semble ensevelir sous ses ruines aussi bien le projet d'autonomie que la politique elle-même. La haine active de ceux qui l'ont subi, à l'Est, les conditions de tout projet autre qu'un adoption rapide du modèle capitaliste libéral. A l'Ouest, la conviction des populations qu'elles vivent sous le régime le moins mauvais possible de ce que les hommes ont de leur enfermement dans l'irresponsabilité, la distraction et le retrait dans la sphère « privée » (évidemment moins « privée » que jamais).

Non pas que ces populations se fassent beaucoup d'illusions. Aux dirigeants, des décisions prises au Parti républicain, parlant du cynisme de la population, a dit : « Le peuple américain est convaincu que la politique et les politiques, c'est du boniment, que les médias et les journalistes, c'est du boniment ; que la religion organisée, c'est du boniment, que les big businesses, c'est du boniment, que les grands syndicats, c'est du boniment (5). » Tout ce qu'on sait de la France montre le même état d'esprit. Mais beaucoup plus lourd de sens, les opinions pressent les comportements et effets. Les luttes contre le système, même les simples réactions, tendent à disparaître.

Mais le capitalisme ne s'est modifié et devenu quelque peu

tolérable qu'en fonction de luttes économiques, sociales et politiques qui jalonnent deux siècles. Un capitalisme déchiré par le conflit et obligé de faire face à une opposition interne et à une fertilisation n'ayant affecté qu'à des fables et des corporations, pouvant tranquillement manipuler les gens et les acheter moyennant un nouveau gadget tous les ans, ce sont deux animaux social-historiques complètement différents. La réalité l'indique abondamment.

L'histoire monstrueuse du marxisme-léninisme montre ce qu'un mouvement d'émancipation ne peut pas et ne doit pas être. Elle ne permet nullement de conclure que le capitalisme et l'oligarchie libérale sous lesquels nous vivons incarner le secret enfin résolu de l'histoire humaine. Le projet d'une maîtrise totale des destins du capitalisme par le marxisme-léninisme et, dans les deux cas, s'inverse en son contraire) est un délire. Il n'en résulte pas que nous devons subir notre histoire comme elle est. L'idée de faire table rase de tout ce qui existe est une folie conduisant au crime. Il ne s'ensuit pas que nous devons renoncer à ce qui définit notre histoire depuis la Grèce et à quoi l'Europe a donné de nouvelles dimensions : nous faisons nos lois et nos institutions, nous voulons notre autonomie individuelle et collective et ce n'est qu'en limitant le marxisme et devons le limiter. Le terme d'égalité a servi de couvert à un régime où les inégalités réelles étaient en fait pires que celles du capitalisme.

Nous ne pouvons pas pour autant oublier qu'il n'y a pas de liberté politique sans égalité politique et que celle-ci est impossible lorsque des inégalités énormes de pouvoir économique, directement traduit en pouvoir politique, existent et accentuent l'idée de Marx que l'on pourrait éliminer le marché et monnaie est une utopie acrobatesque. L'homme ne conduit pas à avaliser la toute-puissance de l'argent ni à croire à l'existence d'un « grand principe » qui n'a rien à voir avec un véritable marché et ressemble de plus en plus à un casino planétaire. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de société sans production et sans consommation que celles-ci doivent ériger en fins ultimes de l'existence humaine - ce qui est la substance effective de l'individualisme et du « libéralisme » d'aujourd'hui.

Ce sont là quelques-unes des conclusions auxquelles doit mener l'expérience combinée de la pulvérisation du marxisme-léninisme et de l'évolution du capitalisme contemporain. Ce ne sont pas celles que l'opinion en tirera dans l'immédiat. Mais lorsque la poussière se sera dissipée, c'est à elle que l'humanité devra en venir, à moins de continuer sa course vers un toujours plus illusoire qui, tôt ou tard, se fracassera contre les limites naturelles de la planète si elle ne s'effondre déjà auparavant sous le poids de son néant de sens.

FIN

(1) Il n'est pas inutile, pour les nouvelles générations, de rappeler quelque chose de la « 21^e conférence adoptée au deuxième Congrès de la III^e Internationale (17 juillet 1919), à Paris. Tous les services de presse doivent être réglés par des communistes directs. La presse et tous les organismes d'édition doivent être entièrement soumis au Comité central du parti. - 9. « Les journaux communistes - dans les syndicats etc. - doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. - 12. « L'opinion actuelle de la guerre civile acharnée du Parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer est observée, si une discipline militaire est imposée, si la discipline militaire est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants. - 13. Et de des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations primitives de leurs organisations, afin d'y éliminer les éléments intéressés et petits-bourgeois. - 15. Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale communiste soient définis par le Congrès international ou par le Comité exécutif (soul. par moi, C.C.). - 16. « Les décisions du Congrès de l'I.C. de même que celles du Comité exécutif (soul. par moi), sont obligatoires pour tous les pays affiliés à l'I.C. » (2) Voir par exemple les résolutions de S. Jagodina dans *Libre de marxisme* 1990. (3) Pour ma part, je l'ai fait depuis 1946 et n'ai jamais cessé depuis. *Le Socialisme bureaucratique*, vol. 1 et 2, Ed. 10 (1973). (4) « Les destins du totalitarisme », in *Domaines de l'homme*, pp. 201-218. (5) Par « boniment » j'ai traduit Baloney, dont un équivalent plus exact serait « fadaïse » ou « connerie ». *International Herald Tribune* du 19 avril.

Réforme constitutionnelle

L'intérêt des politiques contre l'intérêt des citoyens

par Louis Favoreu

Le débat constitutionnel, en France, a des caractères bien particuliers qui le distinguent de celui qui a lieu dans la plupart des démocraties occidentales.

Tout d'abord, c'est un débat permanent : la notion de changement constitutionnel est tellement ancrée dans la tradition politique française depuis 1789 que, même lorsqu'on semble enfin avoir trouvé une Constitution fondant un régime stable et solide, la classe politique ne peut s'empêcher de s'adonner aux délices de la révision constitutionnelle. Jusqu'à ce qu'elle arrive au pouvoir, la gauche n'a cessé de proposer des réformes constitutionnelles, et c'est au tour de la droite depuis qu'elle n'est plus au pouvoir.

C'est que la « révisionnisme » est généralement le fait de l'opposition. C'est une manière, pour cela, de tenter de faire apparaître, aux yeux de l'opinion, que le pouvoir exercé par la majorité est illégitime. Cela se traduit toujours par la dénonciation de l'abaissement du Parlement et la condamnation de son action pendant l'exécutif. En réalité, la réforme constitutionnelle est un des moyens dont elle utilise pour mettre en cause l'autorité des gouvernements.

Quant à ce-*ci*, ils sont tentés de se servir de la réforme constitutionnelle pour contrer des offensives de l'opposition (comme en juillet 1984) ou pour réaliser des « coups politiques » permettant de valoriser leur action (comme aujourd'hui), voire pour se prémunir contre un renversement de situation (comme en 1974).

Contrôler les gouvernements

En fait, la révision constitutionnelle est un des enjeux de la lutte pour le pouvoir : chacun veut réviser la Constitution pour s'assurer un avantage décisif dans l'accession ou le maintien au pouvoir. Et en conséquence tout projet de révision se situe nécessairement sur le plan des institutions, c'est-à-dire des relations entre les pouvoirs, même lorsqu'il ne semble concerner que les relations entre les individus et l'Etat : en 1974, la gauche ne voyait la réforme du Conseil constitutionnel que sous l'angle de la conquête de la majorité au sein de cette institution, et en 1990, la droite est tentée de faire de même.

La classe politique pense que seules valent la peine de s'y intéresser les grandes réformes institutionnelles (comme, par exemple, la limitation de la durée du mandat présidentiel, l'institution d'un régime présidentiel, le mode de scrutin). Le problème est de savoir si les citoyens sont de cet avis.

Or on peut constater un renouvellement de débat constitutionnel dans beaucoup de démocraties occidentales dans la mesure où ce débat porte moins sur la manière dont sont désignés les gouvernements et dont les pouvoirs sont répartis entre eux que sur la façon dont les individus pouvaient contrôler l'exercice de ces pouvoirs afin, si nécessaire, de les limiter.

En effet, aujourd'hui, on considère comme acquis, dans la plu-

part des pays occidentaux, que les gouvernements sont désignés correctement et que l'équilibre entre les pouvoirs est réalisé : la démocratie veut installée. Mais les citoyens veulent aller plus loin et insistent : contrôler sur leurs représentants ils réclament la pleine réalisation de l'Etat de droit, c'est-à-dire d'un Etat où, à l'égard de tous les individus et de toutes les institutions (y compris le Parlement et le président de la République) soient soumis à la règle de droit.

C'est donc sur la manière de satisfaire cette exigence supplémentaire des individus que porte le débat constitutionnel : les réformes constitutionnelles récentes en Autriche, en Allemagne fédérale, en Belgique et au Portugal, ont eu ce objet. On remarquera d'ailleurs qu'en France les débats constitutionnels de 1974, 1984 et 1990 ont aussi trait à ces questions, même s'ils ont été envisagés uniquement sur le plan politique et institutionnel.

L'opinion n'est pas dupe

Ainsi en France est-on conduit finalement - comme dans les autres pays - à avoir un débat constitutionnel sur la question des relations entre les individus et le pouvoir : mais ce débat ne peut avoir lieu de la même manière que chez nos voisins parce qu'il est conçu, par la majorité comme par l'opposition, en termes de combat. Ce qui conduit l'un comme l'autre à travestir les faits ; ainsi le gouvernement présente-t-il sa réforme comme instituant une saisine directe par les individus (alors qu'il s'agit d'une saisine indirecte par les tribunaux), ce qui donnera, espère-t-il, un retentissement supplémentaire à sa victoire dans l'opinion ; tandis que l'opposition en est réduite à dévaloriser une institution qu'elle a elle-même créée et progressivement renforcée, afin de faire obstacle à une victoire possible de la majorité.


Majorité comme opposition devraient pourtant prêter attention au fait qu'elles mènent leur débat devant une opinion nettement mieux informée qu'elles ne le pensent et qui n'est dupe ni de la réécriture des textes par les gouvernements socialistes aux bienfaits de la justice constitutionnelle, ni de la non moins récente aversion de l'opposition à l'égard de cette même justice constitutionnelle.

La vertu de l'alternance est de relativiser les arguments des uns et des autres et de faire apparaître en pleine lumière la véritable signification du débat constitutionnel : ainsi il lie l'intérêt des politiques - dans l'intérêt des citoyens - à l'intérêt engagé par le président de la République, sans concession préalable, avec l'opposition, et tel que celle-ci le conçoit en réponse à cette initiative, le débat d'aujourd'hui apparaît sans doute à l'opinion comme ayant lieu dans l'intérêt des politiques et non dans celui des citoyens.

► Louis Favoreu est président honoraire de l'université Aix-Marseille-III, président de l'Association française des constitutionnalistes.

Les Porte-bonheur de Fred

Parure tréfle à 4 feuilles
or et diamants



Raque : 22.460 F.
Pendentif et chaîne : 22.460 F.
Clips d'oreilles : 44.930 F.

FRE JAILLIER

6, rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65
Le Clardier, 74, Champs-Élysées
Hôtel Méridien - Espace « Galeries Lafayette », Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Desaulvilliers.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtels Lows, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Administrateur général : Bernard Wouts
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteur en chef : Bruno Frappat

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Téléphone : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-23-08-81 ; Telex 680672 F MONDPAR

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Téléphone : (1) 49-00-30-00
Télécopieur : (1) 49-00-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR